



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 38 du 31 août 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} septembre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	872
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	872
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	872
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-351 en date du 27 juillet 2009 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est	872
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	873
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	873
Bureau des réglementations	873
Extrait de l'arrêté du 7 août 2009 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité (COPSSA à Tomblaine) - Autorisation préfectorale n° 211	873
Extrait de l'arrêté du 7 août 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise individuelle de thanatopraxie sise 14, rue du Port - 54480 Cirey-sur-Vezouze exploitée par M. Bruno MESSMER	873
Extrait de l'arrêté du 10 août 2009 portant composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise	874
Bureau des étrangers	874
Extrait de l'arrêté du 18 août 2009 portant fermeture d'un local de rétention administrative dans le département de Meurthe-et-Moselle (commissariat de police de Toul)	874
Extrait de l'arrêté du 18 août 2009 portant fermeture d'un local de rétention administrative dans le département de Meurthe-et-Moselle (direction départementale de la police aux frontières à Mont-Saint-Martin)	874
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	875
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	875
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Olley du 24 juillet 2009	875
Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00105 du 11 août 2009 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la régularisation de deux plans d'eau - Commune de Sponville	875
Extrait de l'arrêté du 17 août 2009 mettant en demeure Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL de déposer un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau conformément à la réglementation en vigueur	877
Extrait de l'arrêté du 18 août 2009 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Toul et emportant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson	878
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 25 août 2009 modifiant l'arrêté interpréfectoral de mise en demeure du 20 janvier 2009 et mettant en demeure le président du syndicat mixte d'aménagement de la base de plein air et de loisirs de la Vallée de l'Othain de procéder à la vidange du plan d'eau	878
Extrait de l'arrêté du 27 août 2009 autorisant la capture temporaire de spécimens d'espèces animales protégées (sonneur à ventre jaune)	879
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	880
Extrait de l'arrêté du 21 août 2009 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy-Lunéville-Toul	880
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	880
Arrêté n° 09.BMSSE.125 du 27 août 2009 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	880
Arrêté n° 09.BMSSE.126 du 31 août 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle	881
Arrêté n° 09.OSD.36 du 31 août 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale	881
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	882
Extrait de l'arrêté en date du 31 août 2009 autorisant les modifications de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron	882
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	883
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	883
Offre de soins hospitaliers.....	883
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 81/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	883
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 82/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	883
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 83/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	883
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 84/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont à Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	884
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 85/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	884
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 86/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	884
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 87/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	884
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 88/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096	885
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 89/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Jœuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104	885
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 90/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	885
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 91/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	886
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 92/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	886
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 93/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163	886
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 94/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	886
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 95/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	887

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 96/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Luneville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	887
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 97/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296887	
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 98/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	888
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 99/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Pariset – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	888
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 100/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	888
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 101/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	888
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 102/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Jœuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	889
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 103/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	889
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 104/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	889
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 105/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	890
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 106/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	890
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 107/2009 du 11 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	890
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 108/2009 du 12 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	890
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 109/2009 du 12 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre sanitaire des Rives du Château à compter du 1 ^{er} juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726.....	891
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 110/2009 du 15 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1 ^{er} juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	891
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 113/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	892
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 114/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	892
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 115/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Luneville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	892
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 116/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	892
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 117/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	893
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 118/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Pariset – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	893
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 119/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	893
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 120/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	894
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 121/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Jœuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	894
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 122/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	894
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 123/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	894
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 124/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	895
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 125/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	895
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 126/2009 du 22 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	895
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 127/2009 du 26 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	896
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 128/2009 du 26 juin 2009 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre de Moyen Séjour de Faulx au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544.....	896
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 129/2009 du 26 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Lunéville au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	896
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 130/2009 du 29 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	896
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 131/2009 du 3 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de Nancy à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	897
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 132/2009 du 3 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	897
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 133/2009 du 3 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	897
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 134/2009 du 8 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut de Régional de Réadaptation à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 701 - N° FINESS Etablissement : 540 019 726.....	898
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 135/2009 du 8 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148.....	898
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 136/2009 du 8 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de Jœuf à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	898
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 137/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de Faulx pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544.....	899
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 138/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726.....	899

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 139/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	899
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 140/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973.....	900
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 141/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	900
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 142/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	900
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 143/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	900
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 144/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	901
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 145/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	901
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 146/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	901
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 147/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	902
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 148/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	902
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 149/2009 du 9 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au SSR de Flavigny à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 585 - N° FINESS Etablissement : 540 006 707.....	902
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 150/2009 du 9 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre d'Observation et de Cure pour Enfants Épileptiques (COCEE) à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 973 - N° FINESS Etablissement : 540 006 707.....	903
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 152/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	903
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 153/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier - Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	903
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 154/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier - Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	904
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 155/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier - Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	904
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 156/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement MH Saint-Charles - Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	904
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 157/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement J. Parisot - Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	904
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 158/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	905
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 159/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Hôpital - Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	905
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 160/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CHU de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	905
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 161/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin - Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	905
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 162/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Hôpital - Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	906
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 163/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement SINCAL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009.....	906
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 164/2009 du 22 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Toul à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	906
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 165/2009 du 23 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	907
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 166/2009 du 23 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale à compter du 1 ^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	907
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE LORRAINE.....	907
Arrêté du 24 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement en lorraine par intérim, en application des dispositions de l'arrêté n° 09.BMSSE.110 du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 27 juillet 2009.....	907
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	907
Division contrôles techniques et énergie.....	907
Extrait de l'arrêté n° 2009-001 du 7 juillet 2009 portant reconnaissance du service inspection de la société STORENGY, stockage de Cerville.....	907
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	908
Arrêté du 28 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.....	908
Service offre de soins de ville.....	909
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 1004-09 du 14 août 2009 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Messein.....	909
Service solidarité - autonomie.....	909
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 811 - DISAS/POLE PA/PH N° 301 du 7 août 2009 autorisant au titre de l'exercice 2009 l'association « Accueillir et Guider l'Intégration » à créer 20 places de foyer d'accueil médicalisé par transformation du service expérimental de soins et d'accompagnement de Vandoeuvre.....	909
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 964 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon.....	910
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 965 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe.....	910
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 966 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard.....	911
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 967 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Joseph" d'Essey-lès-Nancy.....	911
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 968 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller.....	912
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 969 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de Haroué.....	912
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 970 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny.....	913
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 972 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville.....	914
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 973 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry.....	914

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 974 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou	915
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 975 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon.....	915
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 976 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy.....	916
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 977 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte-Thérèse" de Ludres.....	916
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 978 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Maison des Vignes " de Malzéville.....	917
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 979 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour.....	917
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 980 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Maison" de Nancy.....	918
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 981 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Dame du Bon Repos" de Maxéville.....	918
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 982 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Joseph" de Nancy.....	919
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 983 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Rémy" de Nancy.....	920
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 984 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Sauveur" de Nancy.....	920
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 985 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy.....	921
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 986 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville.....	921
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 987 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-François d'Assise" de Pont-à-Mousson.....	922
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 988 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy.....	922
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 989 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines.....	923
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 990 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaulmeix.....	924
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 991 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin.....	924
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 992 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max.....	925
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 993 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte-Sophie" de Thiaucourt.....	925
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 994 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandœuvre-lès-Nancy.....	926
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 995 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-Charles" de Vézelize.....	926
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 996 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy.....	927
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 997 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Pierre Fourier" de Villers-lès-Nancy.....	927
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 998 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat.....	928
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 999 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de Blainville-sur-l'Eau.....	929
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1000 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de Einville-au-Jard.....	929
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1001 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson.....	930
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1002 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Vézelize.....	930
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	931
Service agriculture, forêt, chasse.....	931
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AF/437 du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles.....	931
Service expertise, ingénierie et constructions durables.....	932
Extrait de l'arrêté du 14 août 2009 constatant la liste des communes et des groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT).....	932
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	935
Extrait de l'arrêté n° 09/DDSV/086 du 14 août 2009 fixant la rémunération des vétérinaires sanitaires chargés de l'exécution des mesures de police sanitaire.....	935
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	936
SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile – Arrêté du 19 août 2009 de délégation de signature de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.....	936
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	936
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	936
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	936
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	936
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4382 du 31 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Tomblaine.....	936
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16824 du 31 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye.....	936
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30177 du 31 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	936
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31983 du 31 août 2009 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	937
AUTRES SERVICES.....	937
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	937
Avis de concours sur titres du 28 août 2009 pour le recrutement de préparateurs en pharmacie hospitalière.....	937

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

CABINET DU PREFET

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 13 mai 2009 relative aux élections des représentants au parlement européen

Circulaire du 15 juillet 2009 relative au message du secrétaire d'Etat à la défense et aux anciens combattants pour la journée du 19 juillet 2009

Circulaire du 19 août 2009 relative à la médaille de la famille - promotion fête des mères 2010

Service interministériel de défense et de protection civile

Circulaire du 6 mai 2009 relative à l'information des élus en cas de grippe A/H1N1 :

Circulaire du 9 juillet 2009 rappelant les règles concernant la sécurité des piscines privatives

Circulaire du 29 juin 2009 relative au plan de prévention et de lutte "pandémie grippale" : doctrine d'emploi des masques

Circulaire du 24 juillet 2009 relative au plan de prévention et de lutte "pandémie grippale" : plan de continuité d'activité

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Circulaire du 22 juillet 2009 relative à la révision des listes électorales pour l'année 2009-2010

Bureau des étrangers

Circulaire du 20 juillet 2009 relative à la mise en oeuvre de la procédure de délivrance du visa long séjour dispensant de titre de séjour

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Circulaire du 11 juin 2009 relative au bilan des enquêtes publiques

Circulaire du 4 août 2009 relative à la semaine européenne de la mobilité et de la sécurité routière

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 18 mai 2009 relative au schéma de cohérence territoriale (SCOT) sud meurthe-et-mosellan - arrêté constatant la mise à jour périmètre

Circulaire du 2 juin 2009 relative à l'illégalité quant à la forme des actes des collectivités territoriales

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Circulaire du 6 août 2009 relative aux potentiels financiers, coefficients d'intégration fiscale et efforts fiscaux - dotation globale de fonctionnement 2009

Circulaire du 14 août 2009 relative aux informations concernant les délibérations fiscales à prendre par les collectivités territoriales en 2009 pour application différée

Circulaire du 21 août 2009 relative à la préparation de la dotation globale de fonctionnement de l'exercice 2010 - recensement de la longueur de voirie communale

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-351 en date du 27 juillet 2009 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux :

* Sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : M. Robert BURLION
Mme Ghislaine STEPHANN
Suppléants : M. Sylvio CICCOTELLI
M. Robert ELTRUDIS

* Sur désignation de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. André PENAUD
M. Yves SABRON
Suppléant : M. Daniel BOURET

* Sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. Hubert ATTENONT
M. Gérard ROBINET
Suppléants : M. Jean-Paul MARTIN
M. Jean-Pierre JOLIFF

* Sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY
Suppléant : M. Charles MARTINEZ

* Sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC(CFE-CGC)

Titulaire : M. Roger VIOLETTI
Suppléant : M. Alain BENAMOU

- En tant que représentants des employeurs :

* Sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. Jean-Pierre CASTELLO
M. Jean-François CULOT
Mme Rachel MULLER
M. Philippe PERRIN
Suppléants : M. Jean-Pierre BIDEAU
Mme Danielle DUBOIS
M. Grégoire MERMET
M. Alain REGAD

* Sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : Mme Chantal CHABREYROU
M. Stéphane HEIT
Suppléants : M. Jonathan SALMON
M. Jean-Claude SCHOSSELER

* Sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. Robert BUGUET
M. André POIREL
Suppléants : M. Michel GERAULD
M. Jean-François PETIT

- En tant que représentants de la fédération nationale de la mutualité française (FNMH)

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA
Suppléant : M. Pierre BROUSMICHE

- En tant que représentants des associations familiales :

* Sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse

Titulaire : Mme Catherine DANET
Suppléant : M. Bernard REMY

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Joëlle BACH
Mme Jacqueline CHATEAU
Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ
Mme Isabelle SALCIARINI

Article 2 : L'arrêté SGAR N° 2009-154 en date du 24 avril 2009 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Metz, le 27 juillet 2009

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

**Extrait de l'arrêté du 7 août 2009 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité (COPSSA à Tomblaine) -
Autorisation préfectorale n° 211**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande présentée par monsieur Alain OLLANDO, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage, qu'il souhaite diriger à TOMBLAINE (54510), 25, clos les Mirabelles Chemin du Bois la Dame sous la dénomination « COPSSA » ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1^{er} - L'entreprise de sécurité privée EURL COPSSA (centre des opérations de prévention de sécurité et des services associés) est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur Alain OLLANDO,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
 - Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

**Extrait de l'arrêté du 7 août 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise individuelle de thanatopraxie sise 14,
rue du Port - 54480 Cirey-sur-Vezouze exploitée par M. Bruno MESSMER**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'entreprise individuelle de thanatopraxie sise 14, rue du Port 54480 CIREY-SUR-VEZOUZE exploitée par M Bruno MESSMER est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire national l'activité funéraire suivante :

- soins de conservation

Article 2 - Le numéro d'habilitation est 97-54-119.

Article 3 - La durée de la présente habilitation est de six ans.

Article 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur Bruno MESSMER,
- Monsieur le Maire de CIREY-SUR-VEZOUZE,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 10 août 2009 portant composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 modifié relatif à la composition départementale de taxis et de voitures de petite remise est modifié ainsi qu'il suit :

a) Représentants des organisations professionnelles

ASSOCIATION ARTISANALE DES TAXIS DE L'AGGLOMERATION NANCEEIIENNE

Titulaires : M. Philippe NOIRÉ
M. Michel PETITPEZ

Suppléants : M. Thierry ANTOINE
M. Francis PINTO

SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ARTISANS TAXIS DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Titulaires : M. Christian GRIFFON
M. Jean-Pierre VAUDEVIRE
M. Emmanuel BUTRE

Suppléants : M. Dominique GERARDIN
M. Lionel FLANDRIN
M. Serge DINTERICH

b) Représentants les usagers

INDECOSA CGT

Titulaire : M. Georges BERARDO
Suppléante : Mme Christiane LAINEY

ASSOCIATION FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS

Titulaire : M. Michel JEANCENEL
Suppléant : M. Alain SIMON

CONSOMMATION, LOGEMENT ET CADRE DE VIE

Titulaire : M. Michel SALMON
Suppléante : Mme Anne Marie TAINGLAND

ASSOCIATION DE DEFENSE ET D'INFORMATION DU CONSOMMATEUR

Titulaire : Mme Raymonde CHRISTOPHE
Suppléante : Mme Geneviève SCHERRER

CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES

Titulaire : Mme Michèle PATIES
Suppléante : Mme Monique FORT

Le mandat des membres ainsi désignés est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son suppléant désigné ou à défaut, son remplaçant, siège pour la durée du mandat restant à courir.

La commission peut s'adjoindre, le cas échéant, à titre consultatif, toute personne dont la présence lui paraît opportune.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres.
Nancy, le 10 août 2009

Pour le préfet absent, et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau des étrangers

Extrait de l'arrêté du 18 août 2009 portant fermeture d'un local de rétention administrative dans le département de Meurthe-et-Moselle (commissariat de police de Toul)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le local de rétention administrative situé au commissariat de police de Toul, avenue du Colonel Péchot, destiné à assurer la garde des ressortissants étrangers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement, est fermé à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie est transmise au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy, au procureur de la République près du tribunal de grande instance de Briey, au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ainsi qu'au contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 18 août 2009 portant fermeture d'un local de rétention administrative dans le département de Meurthe-et-Moselle (direction départementale de la police aux frontières à Mont-Saint-Martin)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le local de rétention administrative à la direction départementale de la police aux frontières à Mont-Saint-Martin, destiné à assurer la garde des ressortissants étrangers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement, est fermé à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie est transmise au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy, au procureur de la République près du tribunal de grande instance de Briey, au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ainsi qu'au contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Olley du 24 juillet 2009

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l' Etat dans le département,

A R R E T E

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'Olley tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie d'Olley pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie d'Olley, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey , le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 24 juillet 2009

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00105 du 11 août 2009 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la régularisation de deux plans d'eau - Commune de Sponville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

A R R E T E

Titre 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation

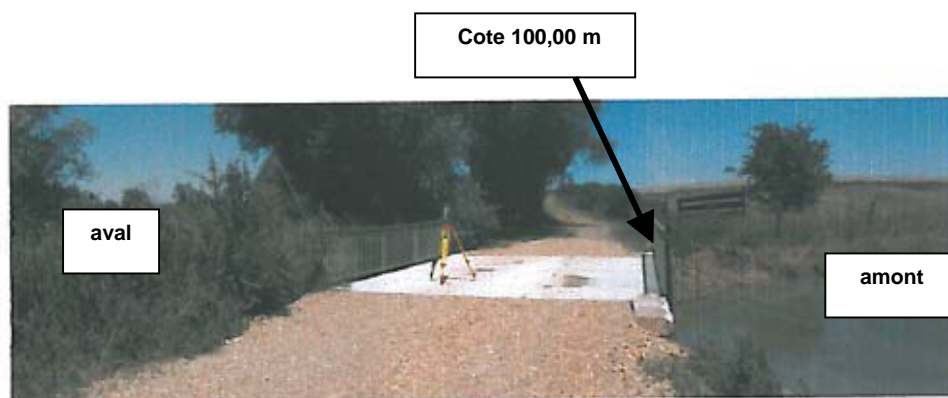
Le pétitionnaire, Monsieur Daniel THOMAS est autorisé, en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : REGULARISATION DE DEUX PLANS D'EAU A SPONVILLE sur la commune de SPONVILLE,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code (D) Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L431-6 du code de l'environnement (D)	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les cotes sont établies dans un plan de référence indépendant, la cote 100,00 étant fixée arbitrairement au coin est (rive droite amont) du dessus du tablier du pont du chemin d'exploitation de Mars-La-Tour franchissant le ruisseau La Lentille.



Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, ce point de référence devra être rattaché au système IGN 69. Les ouvrages sont situés sur les parcelles section ZC n°15 et 16 de la commune de SPONVILLE.

Une prise d'eau en rive gauche du ruisseau de La Lentille, 2^{ème} catégorie piscicole constituée par :

- Un seuil avec échancrure pour laisser un débit réservé dans le ruisseau de 32 l/s correspondant au 1/10 du module. Le fond de l'échancrure triangulaire est à 98,50 m et la cote supérieure du seuil à 98,72 m
- Une canalisation de 125 mm de diamètre au travers de la digue dont le fil d'eau amont est au niveau du dessus du seuil soit 98,72 m
- Une canalisation de 400 mm de diamètre dont le fil d'eau amont est à la cote 98,87 m soit 0,15 m au dessus de la canalisation de 125 mm

Le plan d'eau amont a les caractéristiques suivantes :

- Surface du plan d'eau : 10 500 m²
- Cote de la digue supérieure ou égale à 100,00 m
- Rejet vers un plan d'eau aval par :
 - * un moine qui maintient le niveau d'eau à une cote, au plus, égale à 98,87m et permet la vidange
 - * 2 déversoirs de surface de 3,00m chacun ; le déversoir n° 1 à droite est à la cote 99,15 m et le déversoir n° 2 à gauche est à la cote 99,37 m

Le plan d'eau aval a les caractéristiques suivantes :

- Surface du plan d'eau : 2 500 m²
- Alimentation par récupération des eaux du plan d'eau amont
- Rejet dans le ruisseau La Lentille par 1 déversoir de surface calé à la cote 98,35 m
- Ce plan d'eau sera laissé à l'abandon et il évoluera naturellement en zone humide. Il n'est pas prévu de vidanger régulièrement ce plan d'eau mais, cependant, il peut être vidangé par une bonde de fond. Lors de la prochaine vidange, un système de filtre devra être installé à l'aval de cette bonde (bac avec alluvions de différents diamètres). De plus, la vidange devra être réalisée le plus lentement possible. Puis un moine sera mis en place pour limiter ainsi le risque de réchauffement des eaux du milieu récepteur et le risque de rejet de matières en suspension.

Le ruisseau de la Lentille est dérivé sur environ 400 m pour contourner les plans d'eau. La pente du tronçon dérivé est en moyenne de 0,25% et il devra être entretenu régulièrement pour conserver une pente régulière. Les berges du ruisseau seront plantées d'arbres et arbustes. Des plantes hélophytes seront mises en place en pied de berges.

La brèche créée dans la digue en face du pont sera rebouchée.

Les plans d'eau sont classés en 2^{ème} catégorie.

Titre 2 : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions générales

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales suivantes selon les rubriques de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement:

Rubriques	Intitulé	Date de l'arrêté de prescriptions générales
1.2.1.0	Prélèvements, y compris par dérivation, dans un cours d'eau	11/09/2003 modifié le 07/08/2006
3.1.2.0	Modification le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau	28/11/2007
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non	27/08/1999 modifié le 27/07/2006
3.2.4.0	Vidanges de plans d'eau issus	27/08/1999 modifié le 27/07/2006
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L431-6 du code de l'environnement (D)	01/04/2008 modifié le 30/06/2008

Ces prescriptions générales sont jointes à la présente autorisation

Conformément à l'article L. 432-5 du code de l'environnement, les ouvrages d'alimentation (canalisation de 125 et 400 mm de diamètre) et de rejet (trop-plein, vidange, ...) devront être équipés des dispositifs empêchant la pénétration du poisson. Ces dispositifs sont des grilles fixes et inamovibles d'un espacement maximal de 10 mm entre les barreaux.

Conformément à l'article L432-10, il est interdit d'introduire dans le plan d'eau des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques,

Conformément à l'article L432-12, les poissons ou alevins introduits dans le plan d'eau doivent provenir d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture agréés ;

Aucun déversement susceptible d'altérer la qualité naturelle de l'eau ne sera effectué ;

La vidange de ce plan d'eau est soumise au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.4.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès du Service Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée de la vidange.

Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser au Service Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Prescriptions spécifiques

Les travaux sur les plans d'eau, les ouvrages d'alimentation et de rejet ainsi que la dérivation du ruisseau de La Lentille devront être terminés avant le 1^{er} octobre 2010. Dès que ces travaux seront exécutés, le pétitionnaire avertira le service police de l'eau de la Direction Départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle.

Le pétitionnaire devra proposer, faire valider par le service police de l'eau et réaliser avant le 31 mars 2011 les plantations sur les berges du ruisseau de La Lentille avec des espèces autochtones d'essences d'arbres et d'arbustes.

Article 5 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Le pétitionnaire est tenu à un entretien régulier des ruisseaux sur sa propriété tel que défini à l'article L.215-14 du code de l'environnement et à une surveillance et un entretien régulier de toutes ses installations de prélèvement et de rejet au milieu superficiel.

Le pétitionnaire veillera qu'à tout moment, le ruisseau La Lentille soit alimenté en priorité par rapport au plan d'eau, notamment en période d'étiage.

Article 6 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Titre 3 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 10 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de SPONVILLE ;

Un extrait de la présente autorisation énumérant, notamment, les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché en mairie de SPONVILLE pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de SPONVILLE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire de la commune de SPONVILLE, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de SPONVILLE.

Nancy, le 11 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales cités à l'article 3 « Prescriptions générales »

Extrait de l'arrêté du 17 août 2009 mettant en demeure Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL de déposer un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau conformément à la réglementation en vigueur

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le courrier « demande de justificatif d'acte administratif de plans d'eau sur la commune de Bertrichamps » de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 15 avril 2008 adressé à Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL demeurant à RAON-L'ETAPE ;

VU le courrier « demande de régularisation des plans d'eau non autorisés en barrage d'un cours d'eau sur la commune de Bertrichamps » de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 09 décembre 2008 adressé à Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL demeurant à RAON-L'ETAPE ;

VU le courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 17 juillet 2009, sollicitant l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que ces trois plans d'eau situés en barrage sur le ruisseau de Saint-Jean font entrave à la continuité hydraulique et écologique du cours d'eau,

Considérant qu'à ce jour, après demandes des services Police de l'eau de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, les propriétaires Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL n'ont pas déposé de dossier d'autorisation, en Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'en ne respectant pas la réglementation en vigueur, Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL portent atteinte aux milieux naturels;

Considérant que les pétitionnaires n'ont pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui leur était imparti ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Objet de l'arrêté et délais

Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL sont mis en demeure de déposer un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, conformément à l'article R 214-6 du code de l'environnement, portant sur les trois plans d'eau cadastrés section AP parcelle n°284 à Bertrichamps.

Ce dossier sera déposé en Préfecture de Meurthe-et-Moselle, sous un délai de 6 (six) mois à compter de la notification du présent acte.

Article 2 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions mentionnées à l'article 1 du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales prévues auxquelles s'exposent les propriétaires, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.216-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 - Autres réglementations

Les obligations faites à Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL par le présent arrêté ne sauraient exonérer ceux-ci de solliciter les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres législations.

Article 5 - Publicité

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL par lettre recommandée avec accusé réception.

En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; une copie sera déposée en mairie de Bertrichamps et pourra y être consultée.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 6 - Recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois dans les conditions prévues à l'article L.514-6 du code de l'environnement ; elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans les mêmes conditions de délai.

Article 7 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de LUNEVILLE, le Maire de BERTRICHAMPS, le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs Noël NOËL et Régis NOËL.

Nancy, le 17 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 18 août 2009 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Toul et emportant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement de servitudes, les travaux d'établissement de la canalisation Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Toul (54), sur le territoire des communes de :

JEZAINVILLE, ROGEVILLE, TOUL, AVRAINVILLE, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, BOUVRON, DIEULOUARD, FRANCHEVILLE, MANONCOURT-EN-WOEVRE, TREMBLECOURT, VILLERS-EN-HAYE,

et établis conformément au plan n°54-SNF-CGT indice A daté du 28 janvier 2008 consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté emporte modification du plan d'occupation des sols de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies citées à l'article 1^{er}.

Il fait également l'objet d'un avis dans deux journaux locaux.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Toul, les maires de : JEZAINVILLE, ROGEVILLE, TOUL, AVRAINVILLE, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, BOUVRON, DIEULOUARD, FRANCHEVILLE, MANONCOURT-EN-WOEVRE, TREMBLECOURT, VILLERS-EN-HAYE, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Directeur de GRTgaz.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 25 août 2009 modifiant l'arrêté interpréfectoral de mise en demeure du 20 janvier 2009 et mettant en demeure le président du syndicat mixte d'aménagement de la base de plein air et de loisirs de la Vallée de l'Othain de procéder à la vidange du plan d'eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet de la Meuse,

Considérant que le pétitionnaire n'a pas demandé de modifications dans le délai de 15 jours qui lui était réglementairement imparti sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Considérant que le risque de crue sur la période estivale ne peut pas être considéré comme négligeable a priori ;

Considérant que l'ouvrage, dans son état actuel, ne présente pas les garanties nécessaires pour envisager la gestion en sécurité, des crues susceptibles de se produire au cours de la période estivale ;

Considérant que les prescriptions prévues aux articles 2 et 5 de l'arrêté du 20 janvier 2009 sont réalisées ;

Considérant que le pétitionnaire a averti le 30 juillet 2009 le service police de l'eau de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle que les clapets ont été abaissés ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Les articles 1, et 8 à 12 de l'arrêté du 20 janvier 2009 demeurent inchangés

Article 2 : L'article 3 « Mesures conservatoires et d'urgence » est modifié comme suit :

Les trois clapets doivent être maintenus totalement abaissés. Les deux vannes de fond doivent rester ouvertes en permanence. Le plan d'eau doit être maintenu totalement vidangé jusqu'à la restauration du barrage.

Article 3 : L'article 6 « Rattrapage de maintenance » est modifié comme suit :

Le projet de restauration du barrage devra être soumis à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Meuse et à la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle pour avis préalable dans les 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté. Le projet doit prendre en compte les nouvelles exigences liées à la loi sur l'eau, notamment le débit réservé, et celles liées au décret 2007-1035 du 11 décembre 2007.

Article 4 : L'article 4 « Rattrapage de l'entretien » est complété comme suit :

L'entretien de la végétation devra être poursuivi sur environ 5 m. à l'aval de façon à bien dégager les fossés de pied de digue et pouvoir déceler la présence d'éventuels écoulements.

Article 5 : L'article 7 « Retour à la cote normale d'exploitation » est modifié comme suit :

Le retour à la cote normale d'exploitation de 199,70 m. NGF est subordonné à la restauration du barrage et sera encadré par un nouvel Arrêté inter-préfectoral.

Article 6 : Sécurité publique

Toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité des personnes devra être prise, en particulier l'accès au plan d'eau.

Article 7 : Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun, les maires des communes de Marville, Saint-Jean-Les-Longuyon, Villers-le-Rond, Othe, Villecloye et Bazeilles-sur- Othain, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meuse, les chefs des services départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et le directeur Régional de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 25 août 2009 Bar-le-Duc, le 25 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Le préfet,
Eric Le DOUARON

Extrait de l'arrêté du 27 août 2009 autorisant la capture temporaire de spécimens d'espèces animales protégées (sonneur à ventre jaune)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Sont autorisés à capturer et à relâcher sur place des spécimens de Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*) :

- M. GODE Laurent : responsable du service environnement au Parc Naturel Régional de Lorraine et membre du CSRPN de Lorraine ;
- Melle HOUDOIN Charlotte : étudiante en MASTER 2 A « Environnement, aménagement », spécialité « Conservation et restauration des écosystèmes » ;
- M. HUREL Paul : étudiant en 3ème année de licence de biologie à l'université Paul Cézanne de Marseille ;
- Melle MARETTE Sophie : étudiante en MASTER à l'université Paul Verlaine, IUT Thionville-Yutz ;
- Melle PINEY Isabelle : étudiante en MASTER à l'université Paul Verlaine de Metz ;
- Melle SIMON Charlène : étudiante en MASTER à l'université de NANCY 2 ;
- Melle VIGNERON Amandine : étudiante en 3ème année de licence de biologie à l'université Paul Cézanne de Marseille.

Article 2 : Le nombre total autorisé de capture ou de recapture dans le département de la Meurthe-et-Moselle est de 1 900 dont :

- 1 500 à Xeulilly et Pierreville pour Melle HOUDOIN Charlotte
- 200 à Lagny pour Melle SIMON Charlène, MARETTE Sophie, PINEY Isabelle et M. GODE Laurent
- 200 à Champey-sur-Moselle pour MM. GODE Laurent, HUREL Paul et Melle VIGNERON Amandine

Article 3 : Les animaux capturés vivants à l'épuisette seront relâchés sur place dans les meilleurs délais après les manipulations prévues dans le protocole scientifique.

Article 4 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 août 2009 pour Melle SIMON Charlène, MARETTE Sophie, PINEY Isabelle, VIGNERON Amandine et M. HUREL Paul.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 août 2010 pour M. GODE Laurent et Melle HOUDOIN Charlotte.

Article 5 : M. BONNAIRE Eric transmettra un rapport de ses activités à la direction régionale de l'environnement Lorraine et au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, direction de l'eau et de la biodiversité.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de NANCY, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. BONNAIRE Eric, Melle HOUDOIN Charlotte, SIMON Charlène, MARETTE Sophie, PINEY Isabelle, VIGNERON Amandine, MM. HUREL Paul et GODE Laurent ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera par ailleurs adressée aux :

- * Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, direction de l'eau et de la biodiversité,
- * Sous-préfet de Toul,
- * Directeur régional de l'environnement,
- * Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- * Directeur du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- * Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- * Directeur territorial de l'office national des forêts,
- * Directeur départemental de la sécurité publique,
- * Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Michel JEANNEY

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique***Extrait de l'arrêté du 21 août 2009 : commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy-Lunéville-Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour les séances des mardis 25 août et 1^{er} septembre 2009.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.
Nancy, le 21 août 2009

Pour le préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Michel JEANNEY

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté n° 09.BMSSE.125 du 27 août 2009 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

Vu le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;

Vu le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département et notamment son article 45 ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté conjoint du 14 août 2008 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2008 de M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité, et du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative et du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire, à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- des décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinales et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III de la troisième partie du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation – hospitalisation d'office).

Article 2 : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.92 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.126 du 31 août 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du président de la République en date du 7 mai 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

Article 2 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières à l'exception de celles mentionnées au 1° de l'article 33 du décret du 29 avril 2004 susvisé, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.103 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe PICOCHÉ, l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.OSD.36 du 31 août 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

Vu le décret du président de la République du 7 mai 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1^{er} : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'éducation nationale et de la recherche au titre des programmes suivants :

- Enseignement scolaire privé du premier degré et du second degré - Programme 139

- Enseignement scolaire public du 1^{er} degré - Programme 140

- Enseignement scolaire public du second degré - Programme 141

- Soutien de la politique de l'éducation nationale - Programme 214

- Vie de l'élève - Programme 230

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement..

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 6 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000€HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 10 : L'arrêté préfectoral N° 09.OSD.26 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, est abrogé.

Article 11 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 31 août 2009 autorisant les modifications de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les modifications de l'article 2 « compétences obligatoires » des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron sont autorisées comme suit :

« A) Compétences obligatoires

1) Aménagement de l'espace dont la communauté de communes est propriétaire

- élaboration et révision de tous documents de planification, d'aménagement et d'organisation de l'espace,
- création et gestion des futures zones d'aménagement concerté,
- aménagement des espaces naturels sensibles en concertation avec le parc naturel régional de Lorraine,
- actions en faveur du désenclavement du secteur.

2) Développement économique

- création, équipement et gestion de zones d'activités industrielles, tertiaires, artisanales, touristiques, sportives,
- maintien, extension ou accueil des activités économiques (entreprises, artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales, travailleurs indépendants),
- développement d'activités de loisirs : culturelles, touristiques et sportives :
 - * tourisme de mémoire :
 - * mise en valeur des sites et monuments de la guerre de 1870,
 - * aménagement de sentiers de mémoire sur un circuit de visite,
- promotion du secteur par des actions de communication en lien avec la Région, le Département, le parc naturel régional de Lorraine, le comité départemental du tourisme et le CAPEMM. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, la présidente de la communauté de communes du Mad à l'Yron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 31 août 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Offre de soins hospitaliers

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 81/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 922 194 € soit :

- 1) 2 910 287 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 669 641 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 171 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 8 678 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 230 514 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 283 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 231 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 9 676 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 82/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 432 648 € soit :

- 1) 1 380 615 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 194 170 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 20 205 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 394 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 162 962 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 884 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 12 601 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 39 432 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 83/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 712 429 € soit :

- 1) 1 657 733 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 523 356 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 20 912 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 780 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 106 551 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 134 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 49 535 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 5 161 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 84/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont à Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 636 353 € soit :

1) 635 199 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

515 953 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

23 917 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 341 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

92 988 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 1 154 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 85/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 144 204 € soit :

144 204 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

143 311 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

893 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 86/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot - Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 60 586 € soit :

60 586 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

60 586 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 87/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 459 521 € soit :

- 1) 2 399 612 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 094 232 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
65 950 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
754 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
235 180 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 496 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 49 352 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 10 557 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 88/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 383 270 € soit :
- 1) 2 349 644 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 124 071 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
44 219 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
17 414 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
3 310 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
160 132 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
498 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 31 824 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 802 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 89/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 253 736 € soit :
- 253 736 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
159 760 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
93 762 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
214 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 90/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 688 558 € soit :
- 1) 25 610 410 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
25 388 917 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
15 945 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
130 512 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
75 036 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 2) 1 982 742 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 095 406 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 91/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 063 826 € soit :

- 1) 2 582 846 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 406 077 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
173 549 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 220 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 458 981 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 21 999 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 92/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 46 565 € soit :

46 565 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

46 565 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 93/2009 du 22 avril 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 138 944 € soit :

- 1) 1 950 964 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 816 460 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
134 065 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
439 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 21 309 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 166 671 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 94/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 033 513 € soit :

- 1) 3 026 422 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 730 014 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
98 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
4 523 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
290 017 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 770 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 874 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 6 217 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 95/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 458 158 € soit :
- 1) 1 392 620 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 178 967 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
26 658 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 288 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
183 854 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
853 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 5 679 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 59 859 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 96/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Luneville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 254 508 € soit :
- 1) 1 200 209 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 056 741 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
24 637 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
1 741 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
115 354 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 736 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 49 499 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 4 800 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 97/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 624 161 € soit :
- 624 161 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
537 778 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
15 689 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
915 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
68 190 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 589 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 98/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 192 593 € soit :

192 593 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

191 669 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

924 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 99/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 50 922 € soit :

50 922 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

50 922 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 100/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 665 942 € soit :

1) 2 579 667 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 247 196 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

43 982 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

5 959 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

277 422 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

5 108 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 64 675 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 21 600 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 101/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 286 981 € soit :

- 1) 2 235 851 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 971 585 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
42 060 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
31 059 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
3 046 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
187 317 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
784 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 31 765 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 19 365 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 102/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 231 500 € soit :
- 231 500 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
178 477 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
52 642 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
381 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 103/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 21 193 378 € soit :
- 1) 18 629 167 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
18 274 110 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
11 938 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
299 418 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
43 701 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 2) 1 797 708 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 766 503 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 104/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

- Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 259 906 € soit :
- 1) 2 761 550 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 546 118 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
210 501 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
4 931 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 494 609 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 3 747 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 105/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 92 494 € soit :

92 494 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

92 494 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 106/2009 du 20 mai 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 267 566 € soit :

1) 2 062 422 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 899 162 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

162 961 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

299 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 8 435 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 196 709 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 107/2009 du 11 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour 11 : Médecine 488,44 €

Moyen séjour 30 : Soins de Suite et de Réadaptation 359,75 €

Anesthésie et chirurgie ambulatoire 90 : Anesthésie et chirurgie ambulatoire 712,47 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 108/2009 du 12 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
11 - Médecine	1 106,00 €
12 - Chirurgie	1 618,00 €
13 - Psychiatrie	698,00 €
20 - Spécialités coûteuses	3 065,00 €
30 - Service de suite et réadaptation	558,00 €
Hospitalisation incomplète	
51 - Hôpital de jour A	2 075,00 €
50 - Hôpital de jour B	658,00 €
52 - Dialyse	1 709,00 €
90 - Chirurgie ambulatoire	1 623,00 €
60 - Hôpital de nuit	442,00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

50 € par jour pour la 11- Médecine et 12 -Chirurgie
 50 € par jour pour la 30- Soins de suite
 100 € par jour pour les 20- Spécialités coûteuses

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspectrice principale,
 Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 109/2009 du 12 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre sanitaire des Rives du Château à compter du 1^{er} juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juin 2009 est appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarifs journalier de prestations suivant:

30 - Hospitalisation complète 309,60 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre sanitaire "Les Rives du Château" sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 La directrice adjointe,
 Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 110 /2009 du 15 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1^{er} juin 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juin 2009 seront appliqués pour la facturation des soins , l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
12 : Chirurgie	1 315,00 €
20 : Spécialités coûteuses	2 105,00 €
Hospitalisation de jour	
90 : Chirurgie ambulatoire	1 250,00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le S.I.N.C.A.L. d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

46.5 € par jour pour la 12- Chirurgie

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du S.I.N.C.A.L., sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspectrice principale,
 Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 113 /2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 040 884 € soit :

- 1) 3 032 780 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 765 401 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 172 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 7 361 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 257 839 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 007 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 145 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 6 959 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 114/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 327 187 € soit :

- 1) 1 291 509 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 085 542 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 20 839 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 450 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 182 013 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 665 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 5 719 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 29 959 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 115/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Luneville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 727 920 € soit :

- 1) 1 676 236 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 531 037 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 25 291 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 223 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 116 327 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 358 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 50 529 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 155 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 116/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 613 468 € soit :

613 468 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 538 914 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 15 125 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 664 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 58 252 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 513 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 117/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 147 092 € soit :

147 092 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 146 237 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 855 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 118/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 74 655 € soit :

74 655 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 74 655 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 119/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 727 078 € soit :

1) 2 630 669 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 328 278 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 38 920 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 7 364 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 252 583 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 3 524 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 72 591 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 23 818 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 120/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 995 025 € soit :

1) 2 935 046 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 694 018 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
63 841 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
23 597 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
3 733 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
149 479 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
378 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 35 766 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 24 213 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 121/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 290 598 € soit :

290 598 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

204 697 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
85 695 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
206 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 122/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 21 427 090 € soit :

1) 19 133 668 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

18 490 232 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
10 965 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
616 229 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
16 242 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

2) 1 832 614 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 460 808 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 123/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 419 390 € soit :

1) 2 920 675 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 739 136 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

177 675 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 864 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 495 636 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 3 079 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 124/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 84 155 € soit :

84 155 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

84 155 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 125/2009 du 22 juin 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 089 195 € soit :

1) 1 942 448 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 771 488 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

9 647 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

160 252 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 061 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 47 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 146 700 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 126/2009 du 22 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins , l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour

11 : Médecine

411,20 €

30 : Soins de suite et réadaptation

464,30 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY , sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 127/2009 du 26 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour

11 : Médecine 350,00 €

30 : Soins de suite et réadaptation 217,00 €

Hospitalisation de jour

50 : Hôpital de jour 195,00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maison Hospitalière Saint-Charles d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 36.00 € par jour.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 128/2009 du 26 juin 2009 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre de Moyen Séjour de Faulx au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 sera appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

Moyen séjour

30 : Soins de Suite et de Réadaptation 251,23 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 129/2009 du 26 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Lunéville au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète 11 : Médecine et Obstétrique 1 700,00 €

12 : Chirurgie et gynécologie 1 830,00 €

20 : Spécialités coûteuses 2 950,00 €

Hospitalisation de jour 50 : Hôpital de jour gériatrique 1 630,00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de Lunéville d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 37.60 € par jour, dans les disciplines suivantes : - Obstétrique

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 130/2009 du 29 juin 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
20 : Spécialités coûteuses	1 213,00 €
Hospitalisation de jour	
51 : Hôpital de jour	809,00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Alexis Vautrin d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 50.00 € par jour.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Alexis Vautrin sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 131/2009 du 3 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de Nancy à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 est appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants applicables au CPN Laxou :

Psychiatrie générale, hospitalisation complète	531,00 €
Psychiatrie infanto-juvénile	559,00 €
16 - Centre d'Accueil et de crise	836,00 €
17 - Hospitalisation tps plein : soins post aigus	309,00 €
33 - Accueil familial thérapeutique	228,00 €
34 - Centre de post-cure	435,00 €
54 - Hôpital de jour psychiatrie	369,00 €
60 - Hospitalisation de nuit	263,00 €
70 - Hospitalisation à domicile	239,00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy - Laxou sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 132/2009 du 3 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 – Service de suite et réadaptation	269,80 €
13 – Hospitalisation complète psychiatrie	373,80 €
54 – Hospitalisation de jour psychiatrie	215,50 €
60 – Hospitalisation de nuit psychiatrie	67,23 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 133/2009 du 3 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
11 - Médecine	926,46 €
12 - Chirurgie et gynécologie-obstétrique	1 102,27 €
12 - Unité de soins continus	1 102,27 €
30 - Moyen Séjour	414,54 €
31 - Médecine physique et réadaptation	738,12 €
13 - Psychiatrie adultes	589,68 €
Hospitalisation de jour	
33 - Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT)	410,53 €
54 - Psychiatrie Hospitalisation de jour	528,41 €
55 - Psychiatrie Hospitalisation de jour - enfants	528,41 €
56 - Médecine physique et réadaptation	498,92 €
60 - Psychiatrie Hospitalisation de nuit	196,95 €
90 - Chirurgie ambulatoire	1 102,27 €
50 - Hospitalisation de jour	926,46 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Brieux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 134/2009 du 8 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l' Institut de Régional de Réadaptation à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 701 - N° FINESS Etablissement : 540 019 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 – Soins de suite et réadaptation	599,49 €
55 – Hospitalisation à temps partiel de jour	251,38 €
50 – Forfait de réadaptation de soins externes	143,59 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'IRR (Institut Régional de Réadaptation) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 135/2009 du 8 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital local intercommunal 3H Santé à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 – Médecine	336,38 €
30 – Soins de suite et réadaptation	233,85 €
19 – S.M.S.C	275,07 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le directeur de 3H Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 136/2009 du 8 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de Joeuf à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	11 - Médecine	365,27 €
Moyen séjour	30 - Soins de suite polyvalents	283,20 €
	19 - Soins palliatifs	462,93 €
Hospitalisation de jour	50 - Hospitalisation de jour (cas général)	350,98 €
	70 - Hospitalisation à Domicile	287,40 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la directrice de l'AH JOEUF sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 137/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de Faulx pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du CMS de Faulx est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 031 419 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 138/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 724 175 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 139/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 980 626 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 140/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du COCEE de Flavigny est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 6 966 235 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 141/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 725 758 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 142/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 401 520 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 279 240 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 636 780 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 143/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 154 840 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 100 894 295 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 690 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 268 850 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 144/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques PARISOT de Bainville sur Madon est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 821 227 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 70 000 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 145/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 567 899 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 550 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 146/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 441 654 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 280 413 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 147/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 092 041 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 148/2009 du 16 juillet 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 180 319 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 149/2009 du 9 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au SSR de Flavigny à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 585 - N° FINESS Etablissement : 540 006 707

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 - Hospitalisation complète

211,40 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du SSR de Flavigny sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 150/2009 du 9 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre d'Observation et de Cure pour Enfants Épileptiques (COCEE) à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 973 - N° FINESS Etablissement : 540 006 707

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Hospitalisation complète	355,88 €
50 - Hospitalisation de jour	224,88 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du COCEE de Flavigny sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 152/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 446 874 € soit :

- 1) 2 441 214 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 132 553 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 65 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 248 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 303 216 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 132 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 801 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 4 859 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 153/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier - Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 302 684 € soit :

- 1) 1 272 225 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 060 833 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 28 800 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 808 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 180 174 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 610 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 6 873 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 23 586 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 154/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier - Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 566 047 € soit :

- 1) 1 537 440 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 397 136 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
20 266 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
4 422 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
114 093 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 523 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 24 394 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 4 213 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 155/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Centre Hospitalier - Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 665 458 € soit :

- 665 458 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
529 862 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
21 894 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
515 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
113 070 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
117 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 156/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement MH Saint-Charles - Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 144 104 € soit :

- 144 104 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
143 183 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
921 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 157/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement J. Parisot - Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 61 664 € soit :

- 61 664 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

61 664 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 158/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 571 590 € soit :

- 1) 2 481 267 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 180 929 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 33 807 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 264 104 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 427 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 57 908 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 32 415 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 159/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Hôpital - Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 230 035 € soit :

- 230 035 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 147 793 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 81 792 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
 - 450 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 160/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CHU de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 028 272 € soit :

- 1) 28 205 091 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 419 738 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 29 422 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 11 877 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 4 718 942 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 25 112 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 2) 1 687 861 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 135 320 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 161/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin - Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 067 266 € soit :

- 1) 2 606 816 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 440 871 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 165 758 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 187 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 456 406 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 4 044 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 162/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement Hôpital - Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 52 772 € soit :

52 772 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

52 772 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 163/2009 du 21 juillet 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement SINICAL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 940 415 € soit :

1) 1 779 470 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 620 180 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

15 169 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

143 502 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

619 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 422 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 160 523 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINICAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 164/2009 du 22 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Toul à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète

11 - Médecine 562,00 €

12 - Chirurgie et gynécologie-obstétrique 844,00 €

Hospitalisation de jour

90 - Chirurgie ambulatoire 698,00 €

50 - Hospitalisation de jour 486,00 €

Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 6145-27 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de Toul d'une majoration tarifaire journalière :

Supplément régime particulier 37,00 €

Supplément structure libérale d'hospitalisation 37,00 €

Article 2 - La tarification du service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR) est fixée pour les transports terrestres, par demi-heure médicalisée, à 576,00 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 22 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 165/2009 du 23 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière Saint-Éloi à Neuves-Maisons à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Soins de suite et de réadaptation 232,96 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint-Éloi à Neuves-Maisons sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 23 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 166/2009 du 23 juillet 2009 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale à compter du 1^{er} juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2009 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète 12 - Chirurgie et gynécologie-obstétrique 1 510,00 €

20 - Réanimation Adultes 1 590,00 €

21 - Médecine néonatale et réanimation néonatale 1 890,00 €

Hospitalisation de jour 50 - Hospitalisation de jour 770,00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Maternité Régionale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 23 juillet 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE LORRAINE

Arrêté du 24 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement en lorraine par intérim, en application des dispositions de l'arrêté n° 09.BMSSE.110 du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 27 juillet 2009

Le directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 38-4 ;

VU l'arrêté n° 09.BMSSE.110 du 27 juillet 2009 du préfet de Meurthe et Moselle portant délégation de signature en faveur de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, ainsi qu'à l'ensemble des textes visés ;

AR R E T E

Article 1^{er} - En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.110 du préfet de Meurthe et Moselle en date du 27 juillet 2009, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, délégation est donnée aux agents suivants à l'effet de signer les décisions et autorisations mentionnées à l'article 1^{er} du même arrêté, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- Mme Marie-Laure METAYER, chef du service nature, aménagements et paysages ;

- M. Ludovic LEMARESQUIER, chargé de mission « nature-expertise » ;

- M. Max GILLETTE, chargé de mission « connaissance et gestion des données faune-flore ».

Article 2 - L'arrêté du 17 novembre 2008 est abrogé.

Article 3 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'environnement par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Metz, le 24 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional de l'environnement par intérim,
Guy LAVERGNE

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT *Division contrôles techniques et énergie*

Extrait de l'arrêté n° 2009-001 du 7 juillet 2009 portant reconnaissance du service inspection de la société STORENGY, stockage de Cerville

AR R E T E

Article 1^{er} - Le service inspection de la société STORENGY, site de CERVILLE est reconnu, au sens de l'article 19 du décret du 13 décembre 1999 susvisé, jusqu'au 7 juillet 2012.

Article 2 - Le service inspection cité à l'article 1^{er} est autorisé, sous sa responsabilité et dans les limites prévues par le "Guide professionnel d'élaboration des plans d'inspection Service Inspection Direction Transport Gaz de France" approuvé par la décision DM-T/P n° 33058 susvisée, à définir pour les équipements sous pression de l'établissement :

- la périodicité des inspections périodiques et des requalifications périodiques sans que celles-ci ne puissent excéder, respectivement, 6 ans et 12 ans.

Les autres équipements sous pression de l'établissement, qui ne font pas l'objet d'un plan d'inspection, sont placés sous la surveillance du service inspection. En particulier, les extincteurs, et les appareils respiratoires isolants seront suivis selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé.

Toute modification ou extension de la portée de la présente reconnaissance devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Article 3

§ 1 - Le service inspection cité à l'article 1^{er} assure la direction des actions d'inspection planifiées et systématiques assurant la sécurité des équipements sous pression exploités dans l'établissement, selon les modalités prévues par le système documentaire établi à cette fin par la société STORENGY, site de CERVILLE.

§ 2 - La vérification de l'application du présent arrêté est effectuée par les agents de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, dans les conditions prévues par les circulaires DM-T/P n° 32510 et n° 33042 susvisées.

§ 3 - La société STORENGY, site de CERVILLE prend les mesures nécessaires pour que ces agents aient libre accès dans les locaux, ateliers ou dépendances de son établissement précité et doit leur communiquer, sur leur demande, tout document nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

§ 4 - La société STORENGY, site de CERVILLE est responsable de l'évolution, notamment en cas de modification de la réglementation, des dispositions citées au § 1^{er} ci-avant. Toute modification notable de ces dispositions est transmise préalablement au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

§ 5 - La société STORENGY prend les dispositions nécessaires pour que les mesures correctives définies dans le plan d'action transmis le 6 juillet 2009 sous la référence SIR-09-080 soient effectives au 1^{er} septembre 2009.

Article 4 - En cas de manquement aux obligations précitées, il sera fait application des sanctions prévues au paragraphe IV-5 de la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

L'annulation ou le non renouvellement de l'accord national délivré à la société STORENGY conformément à la DM-T/P n° 33042 susvisée pourra également entraîner les mêmes sanctions.

Article 5 - La demande de renouvellement de la présente reconnaissance, doit être déposée par la société STORENGY, site de CERVILLE, auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, six mois au moins avant l'échéance fixée à l'article 1^{er} ci-avant.

Article 6 - Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Metz, le 7 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de division,
Norbert LAMBIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté du 28 août 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le directeur départemental,

VU

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,
- l'arrêté ministériel en date du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
- l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.125 en date du 27 août 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.125 en date du 27 août 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par Madame Claudine BARBASTE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle et par Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Daniel BOUFFIER, de Madame Claudine BARBASTE et de Madame Marie-Hélène MAITRE, la délégation de signature est exercée, chacun en ce qui le concerne, par :

- Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Jeanne CHATRY GISQUET, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle De SILVESTRI, conseillère technique en travail social,
- Madame Evelynne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie GEYER, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Michèle HERIAT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Philippe KRIN, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur José-Luis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Régine PARIZOT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Marie-Agnès PILARD, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Lydie REVOL, médecin inspecteur de santé publique
- Madame Martine RICARD, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Manuel RODICQ, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Philippe ROMAC, ingénieur du génie sanitaire,

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
5°) au président du conseil général,
6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Article 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 28 août 2009

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service offre de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 1004-09 du 14 août 2009 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Messein

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la nouvelle instruction du dossier de demande de création de pharmacie à MESSEIN présenté par Monsieur Laurent VILLEVAL, déposé le 17 août 2006, fait suite à l'annulation de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2006 prononcé par le jugement du Tribunal Administratif de Nancy intervenu le 10 mars 2009 ; qu'ainsi le dossier doit être examiné au regard des considérations de droit et de fait applicables au moment de cette nouvelle instruction ;

Considérant qu'en application de l'article L5125-11 du code de la santé publique, tel qu'il résulte des dispositions de la loi 2007-1786 du 19 décembre 2007 susvisée, dans les communes dépourvues d'officine, l'ouverture d'une officine par voie de création ne peut être autorisée que lorsque le nombre d'habitants recensés dans la commune est au moins égal à 2 500 habitants depuis au moins deux ans à compter de la publication d'un recensement général de la population ;

Considérant qu'au vu des chiffres du dernier recensement publié le 31 décembre 2008, la population municipale de Messein est de 1468 habitants au 01/01/2006 et que ce nombre ne répond donc pas aux conditions minimum de population municipale permettant la création d'une officine de pharmacie ;

Considérant en outre, qu'il résulte du dernier alinéa de l'article 59 – XV de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008, que jusqu'au 1^{er} janvier 2010 aucune ouverture d'officine par voie de création ne peut être autorisée dans les communes dépourvues d'officine ;

ARRETE

Article 1^{er} : La demande de création d'une officine de pharmacie, 60 rue du Bois de Grève 54580 MESSEIN, présentée par Monsieur Laurent VILLEVAL est rejetée.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75700 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Laurent VILLEVAL et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 14 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service solidarité - autonomie

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 811 - DISAS/POLE PA/PH N° 301 du 7 août 2009 autorisant au titre de l'exercice 2009 l'association « Accueillir et Guider l'Intégration » à créer 20 places de foyer d'accueil médicalisé par transformation du service expérimental de soins et d'accompagnement de Vandoeuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'adéquation du projet avec les orientations du schéma en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le coût de fonctionnement de la partie soins en année pleine, est compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles au titre de l'exercice 2009 ;

Considérant que le coût de fonctionnement – hébergement – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales 2009, la transformation du service expérimental de soins et d'accompagnement (SISMES) intervenant au sein du foyer d'accueil spécialisé en un foyer d'accueil médicalisé n'entraînant aucun surcoût pour le budget d'hébergement du foyer ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, et sollicitée par l'association « Accueillir et Guider l'Intégration » en vue de transformer le service expérimental de soins et d'accompagnement intervenant au sein du foyer d'accueil spécialisé en un Foyer d'Accueil Médicalisé pour étudiants lourdement handicapés de 20 places à Vandoeuvre, est accordée.

Article 2 : La capacité des 2 structures du site de Vandoeuvre gérées par l'AGI est de 25 places réparties comme suit :

- Un Foyer d'Accueil Médicalisé de 20 places.
- Un Foyer d'Accueil Spécialisé de 5 places.

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de cet établissement doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée à la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 6 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place carrière –54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 7: Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Président de l'Association « Accueillir et Guider l'Intégration » - 8 rue des Myosotis - 54 500 Vandœuvre.

Nancy, le 7 août 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Le président du conseil général,
Michel DINET

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 964 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue – 54290 BAYON - N° FINESS : 54 0003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	124 002,00	1 726 882,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 567 217,27	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 302,00	
	Déficit reporté	361,14	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 726 882,41	1 726 882,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 361,14 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON est fixée à 1 726 882,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 40,36 euros

GIR 3 et 4 : 30,35 euros

GIR 5 et 6 : 20,35 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 965 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – 30 rue Collot – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE - N° FINESS : 54 0002219

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	58 202,00	723 754,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	654 996,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 556,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	723 754,48	723 754,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est fixée à 723 754,48 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,73 euros

GIR 3 et 4 : 25,90 euros

GIR 5 et 6 : 19,06 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 966 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" – 9 rue du Puits Gros Yeux – 54370 EINVILLE-AU-JARD - N° FINESS : 54 0013315 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 184,00	320 129,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	285 458,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 487,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	302 547,89	320 129,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	17 581,85	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant excédentaire de 17 581,85 euros (mesures d'exploitation).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 302 547,89 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,93 euros

GIR 3 et 4 : 25,03 euros

GIR 5 et 6 : 20,13 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 967 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Joseph" d'Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0008703 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 646,00	1 124 044,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 011 024,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	59 374,00	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 084 044,43	1 124 044,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros et par reprise sur provisions pour 40 000,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES-NANCY est fixée à 1 084 044,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,91 euros

GIR 3 et 4 : 26,61 euros

GIR 5 et 6 : 18,31 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 968 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Gerbéviller – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER - N° FINESS : 54 0002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 400,42	1 003 895,08
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	934 313,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 180,93	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	969 568,43	1 003 895,08
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 948,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	30 378,65	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 30 378,65 euros (excédent) et des autres produits pour 3 948,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 969 568,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,17 euros

GIR 3 et 4 : 28,24 euros

GIR 5 et 6 : 17,33 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 969 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" – 1 Chemin d'Ormes – 54740 HAROUÉ - N° FINESS : 54 0003209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 242,00	782 533,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	626 301,08	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	99 990,54	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	782 533,62	782 533,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUE est fixée à 782 533,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,71 euros

GIR 3 et 4 : 26,46 euros

GIR 5 et 6 : 20,20 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUE.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 970 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" – 65 rue Emile Zola – 54800 JARNY

N° FINESS : 54 0000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 862,62	545 183,85
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	494 363,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 957,38	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	545 183,85	545 183,85
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY est fixée à 545 183,85 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,44 euros

GIR 3 et 4 : 22,17 euros

GIR 5 et 6 : 15,91 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 972 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" – rue de la Piscine – 54490 JOUDREVILLE

N° FINESS : 54 0019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	62 691,50	543 508,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	480 143,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	672,75	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	543 508,09	543 508,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE est fixée à 543 508,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,91 euros

GIR 3 et 4 : 20,45 euros

GIR 5 et 6 : 15,00 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 973 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "J. F. Fidry" – 26 rue Roland Daret – 54800 LABRY

N° FINESS : 54 0002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	61 501,60	665 830,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	576 649,49	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 679,35	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	665 830,44	665 830,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY est fixée à 665 830,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,51 euros

GIR 3 et 4 : 28,80 euros

GIR 5 et 6 : 18,63 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 974 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" – 27 rue de Maréville – 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 0014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 070,60	426 356,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	366 715,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	530,00	
	Déficit reporté	20 040,01	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	426 356,03	426 356,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 20 040,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 426 356,03 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,53 euros

GIR 3 et 4 : 28,17 euros

GIR 5 et 6 : 20,83 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 975 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" – 29 rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON

N° FINESS : 54 0000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 830,00	661 776,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	611 779,81	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 166,20	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	659 806,00	661 776,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	1 970,01	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 1 970,01 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à 659 806,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,77 euros

GIR 3 et 4 : 21,74 euros

GIR 5 et 6 : 14,70 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 976 du 13 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" – 2 rue Saint Louis – 54400 LONGWY - N° FINESS : 54 0002607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 140,00	763 710,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	652 570,52	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	29 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	710 460,37	763 710,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	53 250,15	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 53 250,15 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à 710 460,37 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,96 euros

GIR 3 et 4 : 18,61 euros

GIR 5 et 6 : 12,26 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 13 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 977 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte-Thérèse" de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" – 50 rue de la Gare – 54710 LUDRES - N° FINESS : 54 0003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	105 850,00	1 430 245,42
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 267 957,92	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	56 437,50	
	Déficit reporté		

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 427 968,70	1 430 245,42
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	2 276,72	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 276,72 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à 1 427 968,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,76 euros

GIR 3 et 4 : 29,95 euros

GIR 5 et 6 : 20,14 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 978 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Maison des Vignes" de Malzéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Maison des Vignes" – Rue Gustave Nordon – 54220 MALZEVILLE

N° FINESS : 54 0014 248

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 492,00	488 470,06
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	422 419,06	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 559,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	488 470,06	488 470,06
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE est fixée à 488 470,06 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,68 euros

GIR 3 et 4 : 16,97 euros

GIR 5 et 6 : 12,26 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 979 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" – 70 rue de Metz – 54800 MARS-LA-TOUR

N° FINESS : 54 0002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30 300,00	641 650,80
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	580 769,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 581,14	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	641 650,80	641 650,80
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR est fixée à 641 650,80 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,54 euros

GIR 3 et 4 : 30,01 euros

GIR 5 et 6 : 20,48 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 980 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE - N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	69 146,00	1 975 038,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 583 944,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	207 431,61	
	Déficit reporté	114 515,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 975 038,09	1 975 038,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 114 515,95 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à 1 975 038,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 50,89 euros

GIR 3 et 4 : 41,21 euros

GIR 5 et 6 : 31,54 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 981 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" – 52 rue des Jardiniers – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	93 995,00	1 092 703,53
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	969 908,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	28 800,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 092 703,53	1 092 703,53
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à 1 092 703,53 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,79 euros

GIR 3 et 4 : 25,67 euros

GIR 5 et 6 : 19,55 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 982 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Joseph" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 768,58	775 514,58
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	687 447,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 298,62	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	768 122,52	775 514,58
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	7 392,06	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 392,06 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à 768 122,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,07 euros

GIR 3 et 4 : 19,76 euros

GIR 5 et 6 : 13,45 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 983 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Rémy" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 233,00	1 672 603,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 514 448,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	51 579,00	
	Déficit reporté	28 343,86	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 672 603,90	1 672 603,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 28 343,86 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 1 672 603,90 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 43,88 euros

GIR 3 et 4 : 36,60 euros

GIR 5 et 6 : 29,32 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 984 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Sauveur" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 554,36	601 961,05
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	554 026,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	31 379,89	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	601 961,05	601 961,05
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 601 961,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,69 euros

GIR 3 et 4 : 24,39 euros

GIR 5 et 6 : 17,09 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 985 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" – 53 rue du Général Hoche – 54000 NANCY -

N° FINESS : 54 0002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 300,00	642 383,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	577 596,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	38 301,55	
	Déficit reporté	185,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	642 383,07	642 383,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 185,39 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à 642 383,07 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,24 euros

GIR 3 et 4 : 24,75 euros

GIR 5 et 6 : 18,26 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 986 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE

N° FINESS : 54 0004579

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 917,88	601 996,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	532 477,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 600,48	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	601 996,19	601 996,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 601 996,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,99 euros

GIR 3 et 4 : 26,40 euros

GIR 5 et 6 : 18,81 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 987 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-François d'Assise" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON

N° FINESS : 54 0002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 503,92	1 017 523,16
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	893 421,72	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	82 597,52	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 013 523,16	1 017 523,16
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 1 013 523,16 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,07 euros

GIR 3 et 4 : 28,22 euros

GIR 5 et 6 : 22,51 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 988 du 18 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY - N° FINESS : 54 0004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 295,00	879 563,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	814 168,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 100,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	879 563,00	879 563,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 879 563,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,81 euros

GIR 3 et 4 : 27,55 euros

GIR 5 et 6 : 19,30 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 18 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 989 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite - 54 Rue du Paquis des Toiles – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES

N° FINESS : 54 0002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 688,01	1 565 100,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 531 507,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 775,13	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 562 972,04	1 565 100,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	2 128,95	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 128,95 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à 1 562 972,04 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 46,42 euros

GIR 3 et 4 : 33,74 euros

GIR 5 et 6 : 21,05 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 990 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaulmeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 0018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 816,00	770 968,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	624 326,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	72 115,51	
	Déficit reporté	13 710,01	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	770 968,11	770 968,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 13 170,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 770 968,11 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,91 euros

GIR 3 et 4 : 33,16 euros

GIR 5 et 6 : 26,41 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 991 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN

N° FINESS : 54 0008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 570,00	584 877,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	536 663,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 643,70	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	584 877,12	584 877,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 584 877,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,09 euros

GIR 3 et 4 : 24,90 euros

GIR 5 et 6 : 16,71 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 992 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX - N° FINESS : 54 0019577

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 686,40	415 856,57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	367 670,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	415 856,57	415 856,57
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 415 856,57 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,03 euros

GIR 3 et 4 : 23,80 euros

GIR 5 et 6 : 16,58 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 993 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte-Sophie" de Thiaucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" – 2 rue Henri Poulet – 54470 THIAUCOURT - N° FINESS : 54 0002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 282,60	901 907,59
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	788 267,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	69 357,30	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	879 313,78	901 907,59
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	15 093,81	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 15 093,81 euros (excédent) ainsi que des autres produits pour 7 500 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à 879 313,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,72 euros

GIR 3 et 4 : 25,66 euros

GIR 5 et 6 : 17,60 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 994 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	68 076,00	693 441,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	584 068,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 632,00	
	Déficit reporté	38 664,78	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	693 441,19	693 441,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 38 664,78 € (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 693 441,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,66 euros

GIR 3 et 4 : 23,14 euros

GIR 5 et 6 : 15,62 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 995 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-Charles" de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE - N° FINESS : 54 0002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 003,60	684 025,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	634 928,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 093,00	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	674 025,29	684 025,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à 674 025,29 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,87 euros

GIR 3 et 4 : 23,31 euros

GIR 5 et 6 : 15,76 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 996 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Verrière" – 6 rue Albert 1^{er} – 54600 VILLERS-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0018975

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 750,00	456 922,22
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	424 862,22	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 310,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	400 941,39	456 922,22
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	55 980,83	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 55 980,83 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 400 941,39 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,68 euros

GIR 3 et 4 : 18,18 euros

GIR 5 et 6 : 11,69 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 997 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Pierre Fourier" de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Pierre Fourier" – 11 rue de Laxou – 54600 VILLERS-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0009024

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 459,07	432 968,40
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	378 714,72	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 794,61	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	432 968,40	432 968,40
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Pierre Fourier" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 432 968,40 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,53 euros

GIR 3 et 4 : 22,34 euros

GIR 5 et 6 : 15,36 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Pierre Fourier" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 998 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 4 Cantons" – 11 rue des Moulins – 54120 BACCARAT

N° FINESS : 54 0010592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	186 517,26	575 154,85
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	378 400,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 237,59	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	572 930,10	575 154,85
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	2 224,75	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 4 cantons" de BACCARAT est fixée à 572 930,10 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,37 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 4 Cantons" de BACCARAT.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 999 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de Blainville-sur-l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 3 Rivières" – 1 rue du Presbytère – 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

N° FINESS : 54 0012788

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	225 107,92	661 307,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	428 200,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	661 307,92	661 307,92
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU est fixée à 661 307,92 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 40,26 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1000 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les Etangs" – 7 place de la Fontaine – 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 0013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	264 351,30	696 951,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	424 600,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	696 751,30	696 951,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	200,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 696 751,30 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,02 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1001 du 20 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Val de Lorraine" – 36 bis avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON - N° FINESS : 54 0013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	215 253,50	603 385,18
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	378 331,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 800,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	603 385,18	603 385,18
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 603 385,18 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,51 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 20 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1002 du 27 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de Vézelize – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE - N° FINESS : 54 0007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	87 976,57	323 699,54
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	234 557,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 165,61	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	322 699,54	323 699,54
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de VEZELISE est fixée à 322 699,54 €.

Le prix de journée de soins est fixé à : 33,14 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de VEZELISE.

Nancy, le 27 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Philippe KRIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/437 du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Le présent arrêté définit le schéma directeur départemental des structures agricoles applicable au département de Meurthe-et-Moselle dans le cadre donné par l'article L312-1 du code rural. Il annule et remplace l'arrêté préfectoral DDAF/01/001/XT/JV du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur des structures agricoles de la Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Objectifs du contrôle des structures

Les objectifs prioritaires de la politique d'aménagement des structures d'exploitation agricole dans le département de Meurthe-et-Moselle sont les suivants :

- favoriser l'installation dans une démarche professionnelle, en premier lieu celles des jeunes qui remplissent les conditions d'octroi des aides à l'installation de l'Etat ;
- conforter la viabilité économique des exploitations agricoles en renforçant leur structure foncière pour leur permettre d'atteindre le niveau de 150 équivalents par unité de travail humain (UTH) ;
- promouvoir l'emploi.

Article 3 : Définition des priorités pour les autorisations d'exploiter

L'ordre de priorité des demandes d'autorisation d'exploiter est le suivant :

- 1 - installation aidée dans la limite de 150 équivalents par UTH ou confortation d'une exploitation dont l'un des exploitants au moins exerce son activité agricole à titre principal et dont la surface est inférieure au seuil d'agrandissement, dans la limite d'une demande de 10 % de l'unité de référence (UR) ;
- 2 - reconstitution de l'exploitation d'un exploitant évincé ou exproprié, dans la limite de 150 équivalents par UTH et de la surface perdue ;
- 3 - installation non aidée mais répondant à un projet qui aura été décrit sur la base de données techniques et économiques permettant notamment de mettre en évidence que l'activité permet de dégager un revenu au moins égal à 1/2 SMIC, dans la limite de 150 équivalents par UTH ;
- 4 - autre installation, ou autre agrandissement dans la limite de 150 équivalents par UTH avant reprise et en donnant la priorité aux demandes qui ont une taille économique inférieure à 75 équivalents par UTH ;
- 5 - autre demande.

Afin de départager les demandes concurrentes de même rang de priorité, le préfet pourra s'appuyer sur les critères suivants : le regroupement parcellaire, la proximité des bâtiments d'exploitation, le nombre d'emplois et la situation économique de l'exploitation.

Les modalités d'appréciation de l'emploi et de la situation économique sont précisées par l'article 7. Après application du coefficient de pondération prévu par cet article, les demandes dont le potentiel économique dépassent 150 équivalents sont considérées comme non prioritaires ; inversement, les demandes dont le potentiel économique n'excède pas 75 équivalents sont considérées comme prioritaires.

Article 4 : Unité de référence

L'unité de référence visée par l'article L.312-5 du code rural est fixée à 90 ha pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Surface minimum d'installation

a) La surface minimum d'installation en polyculture élevage visée à l'article L. 312-6 du code rural est fixée à 35 ha.

b) La surface minimum d'installation par nature de culture spécialisée est fixée comme suit :

- cultures légumières de plein champ	5,00 ha
- cultures maraîchères de plein air	3,00 ha
- cultures maraîchères sous tunnel froid	2,00 ha
- cultures maraîchères sous serres	0,25 ha
- vignes AOC	4,50 ha
- vergers extensifs	10,00 ha
- vergers intensifs	6,00 ha
- petits fruits	2,50 ha
- pépinières générales	2,00 ha
- cultures florales de plein air	1,00 ha
- cultures florales sous abri non chauffé	0,75 ha
- cultures florales sous serres chaudes	0,25 ha
- tabac	3,00 ha

Article 6 : Seuils de contrôle

En application des articles L.331-2 et suivants du code rural, sont soumis à autorisation préalable :

- 1 - Les installations, les agrandissements, les réunions d'exploitations, lorsque la surface cumulée de ces opérations est supérieure à 130 ha ;
- 2 - Les opérations de toute nature lorsqu'elles ont pour conséquence de supprimer une exploitation d'une superficie supérieure à 45 ha ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- 3 - Les agrandissements ou réunions d'exploitations pour les biens dont la distance par rapport au siège d'exploitation est supérieure à 8 km par la voie d'accès la plus courte.

Article 7 : Parcelle de subsistance

En application de l'article 11 de la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986, la superficie maximale susceptible d'être exploitée sans autorisation par un retraité est de 3 ha pondérés conformément à l'article 4.

Article 8 : Prise en compte de la situation économique et de l'emploi

Pour évaluer la conformité de l'opération aux orientations définies à l'article 1 ou pour comparer les situations respectives du demandeur et de l'occupant ou en cas de concurrence d'opérations répondant au même degré de priorité, le potentiel économique de l'exploitation est défini à

partir d'une grille d'équivalence entre productions et une grille de prise en compte des actifs présents sur l'exploitation.

A ce titre sont considérés comme équivalents les références de production et les droits à produire ci-après :

- * un hectare de surface éligible aux aides compensatoires,
- * 2 700 litres de références laitières,
- * 1,4 droits à prime au maintien des troupeaux de vaches allaitantes (PMTVA),
- * 13 droits à prime à la brebis (PB).

En cas de concurrence entre demandes relevant du même rang de priorité, un coefficient de pondération sera appliqué aux équivalents ainsi calculés pour tenir compte du niveau moyen de soutien à l'hectare de l'exploitation par rapport au niveau moyen départemental. Le montant d'équivalent sera ainsi majoré de 10 % (et réciproquement minoré de 10 %) lorsque le montant d'aide à l'hectare de l'exploitation sera supérieur de 20 % (réciproquement inférieur de 20 %) au niveau moyen départemental.

Dans cette évaluation, l'emploi sur l'exploitation est calculé en unité de travail humain (UTH) de la manière suivante :

Statut des personnes présentes	Unité de travail humain (UTH)
Chef d'exploitation	1
Associé exploitant de société à temps plein	1
Conjoint collaborateur à temps plein	1 si né avant 1962 0,8 si né après 1962
Salariés en contrat à durée indéterminée dans la limite de 0,8 :	
- à temps plein	0,8
- à mi-temps	0,4

Les personnes présentes sur l'exploitation ayant atteint l'âge légal permettant de bénéficier d'un avantage vieillesse ne seront pas prises en compte.

Article 9 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service expertise, ingénierie et constructions durables

Extrait de l'arrêté du 14 août 2009 constatant la liste des communes et des groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'État pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Les communes désignées à l'annexe 1 du présent arrêté peuvent bénéficier pour l'année 2010 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT).

Article 2 - Les groupements de communes et syndicat de communes désignés aux annexes 2 et 3 du présent arrêté peuvent bénéficier pour l'année 2010 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité Aménagement du Territoire (ATESAT).

Article 3 - Le présent arrêté abroge l'arrêté du 23 mai 2008 constatant la liste des collectivités pouvant bénéficier de l'ATESAT en 2009.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE 1

Communes du département de Meurthe et Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	COMMUNES	54029	AUDUN-LE-ROMAN	54060	BELLEVILLE
54001	ABAUCOURT	54030	AUTREPIERRE	54061	BENAMENIL
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54062	BENNEY
54003	ABONCOURT	54032	AUTREY	54063	BERNECOURT
54004	AFFLEVILLE	54033	AVILLERS	54064	BERTRAMBOIS
54005	AFFRACOURT	54034	AVRAINVILLE	54065	BERTRICHAMPS
54006	AGINCOURT	54035	AVRICOURT	54066	BETTAINVILLERS
54007	AINGERAY	54036	AVRIL	54067	BEUVEILLE
54008	ALLAIN	54037	AZELOT	54068	BEUVEZIN
54009	ALLAMONT	54038	AZERAILLES	54069	BEUVILLERS
54010	ALLAMPS	54040	BADONVILLER	54070	BEY-SUR-SEILLE
54011	ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	54041	BAGNEUX	54071	BEZANGE-LA-GRANDE
		54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54072	BEZAU MONT
54012	AMANCE	54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54073	BICQUELEY
54013	AMENONCOURT	54044	BARBAS	54074	BIENVILLE-LA-PETITE
54014	ANCERVILLER	54045	BARBONVILLE	54075	BIONVILLE
54015	ANDERNY	54046	BARISEY-AU-PLAIN	54076	BLAINVILLE-SUR-L'EAU
54016	ANDILLY	54047	BARISEY-LA-COTE	54077	BLAMONT
54017	ANGOMONT	54048	LES BAROCHES	54078	BLEMEREY
54018	ANOUX	54049	BASLIEUX	54080	BLENOD-LES-TOUL
54019	ANSAUVILLE	54050	BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT	54081	BOISMONT
54020	ANTHELUP			54082	BONCOURT
54021	ARMAUCOURT	54052	BATTIGNY	54083	BONVILLER
54022	ARNAVILLE	54053	BAUZEMONT	54084	MONT-BONVILLERS
54023	ARRACOURT	54054	BAYON	54085	BORVILLE
54024	ARRAYE-ET-HAN	54055	BAYONVILLE-SUR-MAD	54086	BOUCQ
54025	ART-SUR-MEURTHE	54056	BAZAILLES	54087	BOUILLONVILLE
54026	ATHIENVILLE	54057	BEAUMONT	54088	BOUVRON
54027	ATTON	54058	BECHAMPS	54089	BOUXIERES-AUX-CHENES
54028	AUBOUE	54059	BELLEAU	54090	BOUXIERES-AUX-DAMES

54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	54173	DROUVILLE	54256	HAUSSONVILLE
54092	BOUZANVILLE	54174	ECROUVES	54258	HENAMENIL
54093	BRAINVILLE	54175	EINVAUX	54259	HERBEVILLER
54094	BRALLEVILLE	54176	EINVILLE-AU-JARD	54260	HERIMENIL
54095	BRATTE	54177	EMBERMENIL	54261	HERSERANGE
54096	BREHAIN-LA-VILLE	54178	EPIEZ-SUR-CHIERS	54262	HOEVILLE
54097	BREMENIL	54179	EPly	54263	HEMOCOURT
54098	BREMONCOURT	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE	54264	HOUELMONT
54100	BRIN-SUR-SEILLE	54181	ERROUVILLE	54266	HOUDREVILLE
54101	BROUVILLE	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS	54268	HOUSSEVILLE
54102	BRULEY	54183	ESSEY-LA-COTE	54269	HUDIVILLER
54103	BRUVILLE	54185	ETREVAL	54270	HUSSIGNY-GODBRANGE
54104	BUISSONCOURT	54186	EULMONT	54271	IGNEY
54105	BULLIGNY	54187	EUVÉZIN	54272	JAILLON
54106	BURES	54188	FAULX	54275	JAULNY
54107	BURIVILLE	54189	FAVIERES	54276	JEANDELAINCOURT
54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES	54190	FECOCOURT	54277	JEANDELIZE
54109	CEINTREY	54191	FENNEVILLER	54278	JEVONCOURT
54110	CERVILLE	54192	FERRIERES	54279	JEZAINVILLE
54111	CHALIGNY	54193	FEY-EN-HAYE	54280	JOEUF
54112	CHAMBLEY-BUSSIÉRES	54194	FILLIERES	54281	JOLIVET
54113	CHAMPENOUX	54195	FLAINVAL	54282	JOPPECOURT
54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE	54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	54283	JOUAVILLE
54116	CHANTEHEUX	54198	FLEVILLE-LIXIERES	54284	JOUDREVILLE
54117	CHAOUILLEY	54199	FLIN	54285	JUVRECOURT
54118	CHARENCEY-VEZIN	54200	FLIREY	54286	LABRY
54119	CHAREY	54201	FONTENOY-LA-JOUTE	54287	LACHAPELLE
54120	CHARMES-LA-COTE	54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	54288	LAGNEY
54121	CHARMOIS	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON	54289	LAITRE-SOUS-AMANCE
54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY	54290	LAIX
54123	CHAVIGNY	54206	FRAIMBOIS	54291	LALOEUF
54124	CHAZELLES-SUR-ALBE	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS	54292	LAMATH
54125	CHENEVIERES	54208	FRANCHEVILLE	54293	LANDECOURT
54126	CHENICOURT	54209	FRANCONVILLE	54294	LANDREMONT
54127	CHENIERES	54210	FREMENIL	54295	LANDRES
54128	CHOLOY-MENILLOT	54211	FREMONVILLE	54296	LANEUVELOTTE
54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE	54297	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS
54130	CLAYEURES	54213	FRIAUVILLE	54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG
54131	CLEMERY	54214	FROLOIS	54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON
54132	CLEREY-SUR-BRENON	54216	FROVILLE	54301	LANFROICOURT
54133	COINCOURT	54217	GELACOURT	54302	LANTFONTAINE
54134	COLMEY	54218	GELAUCOURT	54303	LARONXE
54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54219	GELLENONCOURT	54305	LAY-SAINT-CHRISTOPHE
54136	CONFLANS-EN-JARNISY	54220	GEMONVILLE	54306	LAY-SAINT-REMY
54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT	54307	LEBEUVILLE
54138	COSNES-ET-ROMAIN	54222	GERBEVILLER	54308	LEINTREY
54139	COURBESSEAUX	54223	GERMINY	54309	LEMAINVILLE
54140	COURCELLES	54224	GERMONVILLE	54310	LEMENIL-MITRY
54141	COYVILLER	54225	GEZONCOURT	54311	LENONCOURT
54142	CRANTENOY	54226	GIBEAUMEIX	54312	LES MENILS
54143	CREPEY	54227	GIRAUMONT	54313	LETRICOURT
54144	CREVECHAMPS	54228	GIRIVILLER	54315	LEYR
54145	CREVIC	54229	GLONVILLE	54316	LIMEY-REMENAUVILLE
54146	CREZILLES	54230	GOGNEY	54317	LIRONVILLE
54147	CRION	54231	GONDRECOURT-AIX	54318	LIVERDUN
54148	CROISMARE	54233	GONDREXON	54320	LOISY
54149	CRUSNES	54234	GORCY	54322	LONGUYON
54151	CUTRY	54235	GOVILLER	54324	LOREY
54152	DAMELEVIERES	54236	GRAND-FAILLY	54325	LOROMONTZEY
54153	DAMPVITOUX	54237	GRIMONVILLER	54326	LUBEY
54154	DENEUVRE	54238	GRIPPORT	54327	LUCEY
54155	DEUXVILLE	54239	GRIS COURT	54330	LUPCOURT
54156	DIARVILLE	54240	GROSROUVRES	54331	MAGNIERES
54158	DOLCOURT	54241	GUGNEY	54333	MAILLY-SUR-SEILLE
54160	DOMEVRE-EN-HAYE	54242	GYE	54334	MAIRY-MAINVILLE
54161	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	54243	HABLAINVILLE	54335	MAIXE
54162	DOMGERMAIN	54244	HAGEVILLE	54336	MAIZIERES
54163	DOMJEVIN	54245	HAIGNEVILLE	54337	MALAVILLERS
54164	DOMMARIE-EULMONT	54246	HALLOVILLE	54338	MALLELOY
54165	DOMMARTEMONT	54247	HAMMEVILLE	54340	MAMEY
54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	54248	HAMONVILLE	54341	MANCE
54167	DOMMARTIN-LES-TOUL	54249	HANNONVILLE-SUZEMONT	54342	MANCIEULLES
54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	54250	HARAU COURT	54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS
54169	DOMPRIX	54251	HARBOUEY	54344	MANGONVILLE
54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR	54252	HAROE	54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS
54171	DONCOURT-LES-CONFLANS	54253	HATRIZE	54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE
54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	54254	HAUCOURT-MOULAIN		
		54255	HAUDONVILLE		

54348	MANONVILLE	54434	PRAYE	54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE
54349	MANONVILLER	54435	PRENY	54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE
54350	MARAINVILLER	54436	PREUTIN-HIGNY	54520	THIEBAUMENIL
54351	MARBACHE	54437	PULLIGNY	54521	THIL
54352	MARON	54438	PULNEY	54522	THOREY-LYAUTEY
54353	MARS-LA-TOUR	54440	PUXE	54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES
54354	MARTHEMONT	54441	PUXIEUX	54524	THUMEREVILLE
54355	MARTINCOURT	54442	QUEVILLONCOURT	54525	TIERCELET
54356	MATTEXY	54443	RAON-LES-L'EAU	54527	TONNOY
54358	MAZERULLES	54444	RAUCOURT	54529	TRAMONT-EMY
54359	MEHONCOURT	54445	RAVILLE-SUR-SANON	54530	TRAMONT-LASSUS
54360	MENIL-LA-TOUR	54446	RECHICOURT-LA-PETITE	54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE
54362	MERCY-LE-BAS	54447	RECLONVILLE	54532	TREMBLECOURT
54363	MERCY-LE-HAUT	54449	REHAINVILLER	54533	TRIEUX
54364	MEREVILLE	54450	REHERREY	54534	TRONDES
54365	MERVILLER	54451	REHON	54535	TRONVILLE
54366	MESSEIN	54452	REILLON	54536	TUCQUEGNIEUX
54367	MEXY	54453	REMBERCOURT-SUR-MAD	54537	UGNY
54368	MIGNEVILLE	54455	REMENOVILLE	54538	URUFFE
54369	MILLERY	54456	REMEREVILLE	54539	VACQUEVILLE
54370	MINORVILLE	54457	REMONCOURT	54540	VAL-ET-CHATILLON
54371	MOINEVILLE	54458	REPAIX	54541	VALHEY
54372	MOIVRONS	54459	RICHARDMENIL	54542	VALLEROY
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54460	ROGEVILLE	54543	VALLOIS
54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54461	ROMAIN	54544	VANDELAINVILLE
54375	MONTAUVILLE	54463	ROSIERES-EN-HAYE	54545	VANDELEVILLE
54376	MONTENOY	54464	ROUVES	54548	VANNES-LE-CHATEL
54377	MONTIGNY	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON	54550	VATHIMENIL
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54466	ROYAUMEIX	54551	VAUCOURT
54379	MONT-L'ETROIT	54467	ROZELIEURES	54552	VAUDEMONT
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54468	SAFFAIS	54553	VAUDEVILLE
54381	MONTREUX	54469	SAINT-AIL	54554	VAUDIGNY
54383	MONT-SUR-MEURTHE	54470	SAINT-BAUSSANT	54555	VAXAINVILLE
54385	MORFONTAINE	54471	SAINT-BOINGT	54556	VEHO
54386	MORIVILLER	54472	SAINT-CLEMENT	54558	VELAINE-SOUS-AMANCE
54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54473	SAINT-FIRMIN	54559	VELLE-SUR-MOSELLE
54388	MOUACOURT	54474	SAINTE-GENEVIEVE	54560	VENEY
54389	MOUAVILLE	54475	SAINT-GERMAIN	54561	VENNEZEY
54390	MOUSSON	54476	SAINT-JEAN-LES-	54562	VERDENAL
54391	MOUTIERS		LONGUYON	54563	VEZELISE
54392	MOUTROT	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	54564	VIEVILLE-EN-HAYE
54393	MOYEN	54478	SAINT-MARCEL	54565	VIGNEULLES
54394	MURVILLE	54479	SAINT-MARD	54566	VILCEY-SUR-TREY
54396	NEUFMAISONS	54480	SAINT-MARTIN	54567	VILLACOURT
54398	NEUVILLER-LES-	54481	SAINT-MAURICE-AUX-	54568	VILLE-AU-MONTOIS
	BADONVILLER		FORGES	54569	VILLE-AU-VAL
54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54483	SAINT-NICOLAS-DE-PORT	54570	VILLECEY-SUR-MAD
54400	NOMENY	54484	SAINTE-POLE	54571	VILLE-EN-VERMOIS
54401	NONHIGNY	54485	SAINT-PANCRE	54572	VILLE-HOUDLEMONT
54402	NORROY-LE-SEC	54486	SAINT-REMIMONT	54573	VILLERS-EN-HAYE
54403	NORROY-LES-PONT-A-	54487	SAINT-REMY-AUX-BOIS	54574	VILLERS-LA-CHEVRE
	MOUSSON	54488	SAINT-SAUVEUR	54576	VILLERS-LE-ROND
54404	NOVIAANT-AUX-PRES	54489	SAINT-SUPPLET	54577	VILLERS-LES-MOIVRONS
54405	OCHEY	54490	SAIZERAIS	54579	VILLERS-SOUS-PRENY
54406	OGEVILLER	54491	SANCY	54580	VILLERUPT
54407	OGNEVILLE	54492	SANZEY	54581	VILLE-SUR-YRON
54408	OLLEY	54493	SAULNES	54582	VILLETTE
54409	OMELMONT	54494	SAULXEROTTE	54583	VILLEY-LE-SEC
54410	ONVILLE	54496	SAULXURES-LES-VANNES	54584	VILLEY-SAINT-ETIENNE
54411	ORMES-ET-VILLE	54497	SAXON-SION	54585	VIRECOURT
54412	OTHE	54498	SEICHAMPS	54586	VITERNE
54413	OZERAILLES	54499	SEICHEPREY	54587	VITREY
54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE	54500	SELAINCOURT	54588	VITRIMONT
54416	PANNES	54501	SERANVILLE	54589	VITTONVILLE
54417	PAREY-SAINT-CESAIRE	54502	SERRES	54590	VIVIERS-SUR-CHIERS
54418	PARROY	54504	SERROUVILLE	54591	VOINEMONT
54419	PARUX	54505	SEXAY-AUX-FORGES	54592	VRONCOURT
54420	PETIT-FAILLY	54506	SEXAY-LES-BOIS	54593	WAVILLE
54421	PETITMONT	54507	SIONVILLER	54594	XAMMES
54422	PETTONVILLE	54508	SIVRY	54595	XERMAMENIL
54423	PEXONNE	54509	SOMMERVILLER	54596	XEUILLEY
54424	PHLIN	54510	SORNEVILLE	54597	XIROCOURT
54425	PIENNES	54511	SPONVILLE	54598	XIVRY-CIRCOURT
54426	PIERRE-LA-TREICHE	54512	TANCONVILLE	54599	XONVILLE
54427	PIERRE-PERCEE	54513	TANTONVILLE	54600	XOUSSE
54428	PIERREPONT	54514	TELLANCOURT	54601	XURES
54429	PIERREVILLE	54515	THELOD	54602	HAN-DEVANT-PIERREPONT
54432	PONT-SAINT-VINCENT	54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT		
54433	PORT-SUR-SEILLE	54517	THEZEY-SAINT-MARTIN		

ANNEXE 2

Groupements de Communes du département de Meurthe-et-Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	GROUPEMENTS		
200007003	CC DU PAYS DE LONGUYON	245400809	CC DU BADONVILLOIS
245400478	CC DE HAZELLE	245400825	CC DU PAYS AUDUNOIS
245400593	CC DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE	245400833	CC DU MAD A L'YRON
245400635	CC DU FROIDMONT	245400841	CC DES DEUX RIVIERES
245400718	CC DU PAYS DE LA VEZOUZE	245400890	CC ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE
245400726	CC DU GRAND VALMON	245400908	CC DU CRISTAL
245400734	CC DES TROIS VALLEES	245400916	CC DE LA MORTAGNE
245400742	CC DES COTES EN HAYE	245400924	CC DU VAL DE MEURTHE
245400759	CC DU PAYS DU SANON	245400932	CC DU BAYONNAIS
245400775	CC DE SEILLE ET MAUCHERE	245400940	CC DU SAINTOIS AU VERMOIS
245400783	CC DU SAINTOIS	245400957	CC DU MIRABEE
		245400965	CC DE LA PIPISTRELLE

ANNEXE 3

Syndicats de Communes du département de Meurthe-et-Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	SYNDICATS
245400882	SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCEY-VEZIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Extrait de l'arrêté n° 09/DDSV/086 du 14 août 2009 fixant la rémunération des vétérinaires sanitaires chargés de l'exécution des mesures de police sanitaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires intervenant dans l'exécution des mesures de Police Sanitaire en dehors des maladies réglementées par arrêté ministériel sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2009 :

1) LA VISITE QUI COMPREND SUIVANT LE CAS :

- * les actes nécessaires aux diagnostics,
- * le recensement exact des animaux des espèces sensibles entretenus sur l'exploitation,
- * le contrôle des réactions allergiques,
- * la prescription des mesures sanitaires à respecter,
- * le contrôle de l'exécution des mesures prescrites jusqu'à la levée de l'Arrêté Préfectoral portant déclaration d'infection,
- * les autres missions éventuellement demandées par l'Administration,
- * le rapport de visite et la rédaction des documents administratifs nécessaires,
- * l'envoi ou la remise à un laboratoire agréé de ces prélèvements,

La VISITE (toutes espèces) (3 AMO)	39,84 €
Si la visite est supérieure à ½ heure (6 AMO / heure)	79,68 €/h

2) LES EUTHANASIES

Par animal : Bovins, équidés (3 AMO)	39,84 €
Ovins, caprins, porcins et carnivores (1 AMO)	13,28 €

3) LES AUTOPSIES (y compris le rapport) :

Par animal : Bovins, équidés, camélidés (y compris avortons) (3 AMO)	39,84 €
Ovins, caprins, porcins et carnivores (1 AMO)	13,28 €
Rongeurs et oiseaux (domestiques ou sauvages) (1/2 AMO)	6,64 €

4) LES INJECTIONS DIAGNOSTIQUES (non compris les produits utilisés)

Pour les bovins, équidés, ovins, caprins, camélidés, rongeurs, oiseaux et éventuellement animaux sauvages ou réputés tels :	
Par animal : Bovins, équidés, camélidés (1/5 AMO)	2,66 €
Ovins, caprins, porcins et carnivores (1/5 AMO)	2,66 €
Rongeurs et oiseaux (1/5 AMO)	2,66 €

Si le produit utilisé n'est pas fourni par l'Administration, son emploi doit être autorisé par celle-ci ; il est remboursé au prix de la facture majoré de 15 %.

5) LES PRELEVEMENTS :

a) Prélèvements de sang :

Par animal : Bovins, équidés, camélidés ovins, caprins et carnivores, rongeurs et oiseaux (1/5 AMO)	2,66 €
Porcins (1/4 AMO)	3,32 €

b) Prélèvements de lait

Par animal : Vaches, brebis et chèvres (1/5 AMO)	2,66 €
--	--------

c) Prélèvements portant sur les organes génitaux femelles ou les enveloppes fœtales

Par animal : Bovins, équidés, camélidés (1/2 AMO)	6,64 €
Ovins, caprins, porcins (1/2 AMO)	6,64 €

d) Prélèvements portant sur les organes génitaux mâles :

Par animal : Bovins, équidés, camélidés (1 AMO)	13,28 €
Ovins, caprins, porcins (1/2 AMO)	6,64 €

e) Prélèvements :

Par animal : Cutanés (1/10 AMO)	1,33 €
D'aphtes ou muqueuses (1/2 AMO)	6,64 €
Centres nerveux (1,5 AMO)	19,92 €
Tête (3 AMO)	39,84 €

6) LES ACTES DE MARQUAGE DES ANIMAUX :

Par animal marqué - Bovins (1/5 AMO)	2,66 €
Par animal marqué - Ovins caprins (1/10 AMO)	1,33 €

7) LES ACTES D'IDENTIFICATION DES ANIMAUX (non compris la fourniture des repères) que nécessite éventuellement l'application des mesures de Police Sanitaire :

- Par animal marqué - Bovins (1/5 AMO) 2,66 €
Par animal - Ovins caprins (1/10 AMO) 1,33 €
- 8) LES RAPPORTS DEMANDES PAR L'ADMINISTRATION, à l'exclusion des rapports de visite dans le cas où la visite est effectuée sur la requête d'un Maire ou du Préfet (et des rapports d'autopsie) (2 AMO), 26,56 €
- 9) LES DEPLACEMENTS des Vétérinaires Sanitaires occasionnés par l'exécution des opérations de police sanitaire : indemnités kilométriques sont rémunérées selon les modalités fixées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 30 septembre 2004 relatif à la rémunérations des vétérinaires sanitaires pour les opérations de police sanitaire.
L'indemnisation des frais de déplacement selon les modalités prévues à l'article 8 de l'arrêté du 31 décembre 1990 susvisé
La rémunération du temps de déplacement est fixée forfaitairement à 1/15 AMO par kilomètre parcouru 0,89 €
- Article 2 : Les tarifs ci-dessus s'entendent hors taxes et ne concernent que les actes exécutés à la demande de l'Administration en application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la Police sanitaire.
- Article 3 : Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées, notamment l'Arrêté Préfectoral du 18 mai 2007.
- Article 4 : M. le trésorier payeur général et M. le directeur des services vétérinaires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.
- Malzéville, le 14 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile – Arrêté du 19 août 2009 de délégation de signature de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe et Moselle

Vu l'article 1723 ter O B du code général des impôts,
Vu le décret n° 2008- 1283 du 8 décembre 2008 relatif au commissionnement des personnes auprès desquelles sont payées les taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules et aux modalités de recouvrement de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement de ces certificats,
M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle,
donne délégation à M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe et Moselle,
pour signer toutes conventions relatives au commissionnement des professionnels du commerce de l'automobile par l'administration des finances, dans les conditions prévues par l'article 1723 ter O B du code général des impôts (1) et par l'article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 pris pour son application (2), ainsi que toutes décisions unilatérales de refus ou de retrait du commissionnement.
En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique BELLION, cette délégation de signature est donnée à M. François MALHANCHE, secrétaire général.
En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, cette délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques.
En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, cette délégation est consentie à M. Jean Pierre DEVIDET chef du bureau de la réglementation, à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.
En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre DEVIDET, la délégation qui lui est consentie est exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée de préfecture, adjointe au chef de bureau.
Nancy, le 19 août 2009

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,
Christian BRUNET

- (1) Le paiement des taxes mentionnées aux articles 1599 quinquies, 1635 bis M et 1635 bis O est effectué soit directement à l'administration, soit auprès des personnes, titulaires d'une commission délivrée par l'administration des finances, qui transmettent à l'administration les données relatives aux demandes d'immatriculation des véhicules donnant lieu au paiement de ces taxes.
- (2) L'administration des finances compétente pour délivrer la commission visée à l'article 1723 ter-O B du code général des impôts aux professionnels visés à l'article 1^{er} communique au préfet sa décision d'agrément ou de refus d'agrément, prise en fonction du respect ou non de la condition fixée par ce même article.
Lorsque la décision prise par l'administration des finances est une décision d'agrément, le préfet ayant pouvoir d'habiliter ces professionnels à participer aux opérations d'immatriculation de véhicules terrestres à moteur signe avec eux une convention d'agrément.
En cas de refus d'agrément, le préfet susnommé notifie la décision prise par l'administration des finances aux professionnels intéressés.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4382 du 31 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Tomblaine

Par arrêté préfectoral n° 4382 en date du 31 août 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue des travaux réseaux BT et HTA rénovation urbaine phase 1 quartier Jartom, sur la commune de Tomblaine.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16824 du 31 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye

Par arrêté préfectoral n° 16824 en date du 31 août 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation ZAC Herbue Chalin, route de Sexey, sur la commune de Velaine-en-Haye.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30177 du 31 août 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 30177 en date du 31 août 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique bât. des bureaux Franck Immobilier rue des 5 Piquets/rue Victor sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31983 du 31 août 2009 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 31983 en date du 31 août 2009, la SOLOREM, BP 33730 – 54098 NANCY CEDEX - a été autorisée à exécuter les travaux en vue de ZAC Austrasie, l'alimentation HTA rue des Cinq Piquets entre rue Victor et rue Florentin, sur la commune de Nancy.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Avis de concours sur titres du 28 août 2009 pour le recrutement de préparateurs en pharmacie hospitalière

Référence : - Décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié, portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres de préparateurs en pharmacie hospitalière est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 5 postes au C.H.U. de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

↳ Titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Bureau n°18
Services Concours et Examens
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement :

- déposé à cette même adresse contre la remise d'une attestation de dépôt

ou

- adressé sous pli recommandé.

UN DÉLAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 28 août 2009

Le directeur des ressources humaines,
Gérard STARK

